

Pour ceux qui en ont

Paperjam, le magazine économique et financier des éditions Koedinger, fait peau neuve. Le mensuel au tirage de 20.000 exemplaires gagne en volume, en photos et autres prouesses graphiques et perd - heureusement - en interviews fleuves. Pour le reste, le projecteur reste braqué sur les "décideurs" et sur ce qui fait (mal) tourner le monde: l'argent. Mais si le premier numéro de la nouvelle formule a déjà fait parler de lui, c'est plus à cause de sa couverture que du contenu. On peut y admirer un Luc Frieden trônant tel un Louis-Philippe - plus roi que citoyen - dans un décor très aristocratique. Le corbeau n'est jamais si ridicule que lorsqu'on le flatte.

RTL ignore "rechtswidrige Handlungen"

Am Eingang war Schluss. An einem kalten Novembermorgen 2005 hinderten hauseigene Sicherheitskräfte die russische Fernsehmoderatorin Olga Romanowa am Zugang zu ihrem Arbeitsplatz - dem Privatsender Ren-TV, einer der wenigen Medien in Russland die noch nicht auf Staatslinie gebracht wurden. Vorher hatte es Streit mit der neuen Direktion gegeben, die Romanowas Sendung "24" um zwei kritische Beiträge gekürzt hatte. Dass in Russland nicht gerade zimperlich mit Pressefreiheit umgegangen wird, stört bekanntlich nur die, die nicht in Geschäfte jenseits des Urals verwickelt sind.

Einer der Großaktionäre - neben einem Ölunternehmen und einem Stahlkonzern - hinter Ren-TV ist die in Luxemburg ansässige RTL-Group. Und die will die Journalistin, eigenen Angaben zufolge, nun verklagen. Romanowa kritisierte auf einer Pressekonferenz, dass RTL nicht auf die "rechtswidrigen Handlungen" reagiert habe. Inzwischen haben weitere führende Journalisten den Sender verlassen. Ihrer Ansicht nach handele es sich im Fall Romanowa nicht um staatliche Zensur, sondern um einen ungeschickten Versuch, sich bei der russischen Führung anzubiedern. In einer gemeinsamen Erklärung aller Ren-TV Aktionäre heißt es hingegen, dass keine Einflussnahme auf die Redaktionspolitik stattfände.

Commissions même pas consultatives

Deux mois après les élections communales, l'Asti lance un appel aux autorités au sujet des commissions consultatives pour étrangers (obligatoires pour les communes dont le taux d'étrangers dépasse 20 %) qui devraient être mises en place endéans les trois mois qui suivent les élections. Elle exige en première ligne une refonte du règlement grand-ducal du 5 août 1989 à l'origine de la mise en place de ces commissions - à cette époque, le droit de vote pour étrangers au niveau communal n'existait pas encore. Raison évidente pour l'Asti de procéder à un certain nombre de réformes: abolition de l'obligation pour le président de cette commission d'être de nationalité luxembourgeoise, meilleure représentativité des non Luxembourgeois ou encore abrogation de la clause de résidence de 12 mois. Mais l'Asti dénonce également le peu d'enthousiasme de certaines administrations communales pour faire respecter correctement le règlement. Selon Pablo Sanchez de l'Asti, ces commissions se bornent souvent à organiser les fêtes annuelles de l'amitié et ne sont pas consultées sur d'autres domaines comme le budget ou la scolarité. Dans une question parlementaire datée du 14 décembre, les députés socialistes Ben Fayot et Marc Angel reviennent sur l'inadaptation du règlement.

Staatsrat fordert Jagdreform

In seinem Gutachten lehnt der Staatsrat das Gesetzesprojekt über Polizeijagden ab. Damit können notwendige Treibjagden gegen den Willen des Pächters organisiert werden. Kritisiert wird unter anderem, dass der Text nur Flickschusterei betreibe. Dabei sei eine grundsätzliche Reform des Jagdgesetzes längst überfällig. Die "opposition formelle" des Staatsrat gründet allerdings nicht auf dieser politischen Kritik, sondern auf den juristischen Ungenauigkeiten. Es sei nicht genau genug festgelegt, unter welchen Bedingungen eine Polizeijagd oder ein Fütterungsverbot beschlossen werden kann.

Pour Frank Jost, le gouvernement CSV-LSAP a fait entrer le Luxembourg dans une ère de contre-réformes libérales. C'est en substance l'analyse qu'il a présentée lors de la table ronde du jeudi 15 décembre "Enn vum Sozialstaat?" organisée par déi Lénk et à laquelle ont également participé André Hoffmann, Nico Wennmacher et Jean-Claude Reding.

(photo: Christian Mosar)

**ETAT PROVIDENCE**

"Contre-réformes à la luxembourgeoise"

woxx: Modération, austérité budgétaire et coupes dans les dépenses sociales: ces éléments forment le crédo du gouvernement. Le Luxembourg est-il arrivé dans la normalité européenne?

Frank Jost: Le Luxembourg s'intègre dans la réalité européenne pour ce qui concerne les chiffres du chômage. Il n'est plus le pays avec le taux de chômage le plus bas. Pour ce qui concerne le reste, il y a encore beaucoup de différences par rapport à la réalité européenne. Prenons les finances publiques par exemple: elles sont encore très bonnes comparées aux pays avoisinants et la croissance économique est supérieure à la moyenne européenne. Ce gouvernement est en train de préparer un tournant politique. Il inaugure une politique de contre-réformes à la luxembourgeoise.

Concrètement, de quoi a l'air ce tournant politique?

Au niveau européen par exemple, les représentants luxembourgeois ne prennent plus des positions social-démocrates ou chrétiennes sociales, mais radicalement libérales. Cela se vérifie sur plusieurs projets comme la directive Bolkestein. Au Luxembourg, la polémique sur le budget déclenchée par Michel Wolter est une conséquence de "l'effet Merkel". Ils savent très bien que les Luxembourgeois regardent la télévision allemande et ils profitent de la pensée unique qui y domine pour prôner l'austérité budgétaire. Pourtant, les finances publiques luxembourgeoises ne sont pas les mêmes qu'en Allemagne et notre croissance est bien supérieure à la leur.

Les mesures d'austérité sont donc plus justifiées en Allemagne qu'au Luxembourg?

Certainement pas! Le problème de l'Allemagne, c'est que ses exportations explosent et que son marché intérieur est à

la traîne. En réduisant le pouvoir d'achat des personnes vivant en Allemagne, les Allemands ne sortiront pas de leur crise économique.

En abaissant les impositions sur les entreprises, le gouvernement espère en attirer plus, rendre le pays plus compétitif. Cela ne pourrait-il pas contribuer à créer plus de richesses?

Attirer des entreprises, trouver des niches ... Ce sont des politiques que les gouvernements mènent depuis la crise de l'acier, et dont le crédo est "moins d'impôts génèrent plus d'impôts". Il faut pourtant voir que la baisse des contributions se fait dans des domaines où le Luxembourg est déjà bien plus compétitif que ses voisins. Après tout, les charges sociales au Luxembourg sont bien moins élevées qu'en France, en Belgique ou en Allemagne.

Mais il faut bien épargner lorsque les rentrées se font plus rares ...

Les discours du premier ministre et du ministre du budget se focalisent sur le facteur dépenses. Dans leur logique, il faut partir du principe qu'il n'est même pas nécessaire de parler du volet recettes. Le débat ne pourrait s'articuler qu'autour des dépenses. Et tout le monde discute alors dans cette direction. Je suis d'avis qu'il faille débattre des recettes de l'Etat. A partir de ce moment, on constate que ces dernières années les recettes fiscales ont

constamment été réduites en faveur du patronat. Idem pour l'impôt sur la fortune qui a été rayé de ce budget et tout le monde fait comme si c'était la plus naturelle des choses. Ce qui n'est évidemment pas le cas. Pour revenir aux dépenses: les coupes ne se font que dans le domaine social, le reste est tabou. La déclaration de politique générale de Juncker était un long catalogue de mesures de démantèlement social que ce gouvernement va patronner jusqu'à la fin de cette législature.

La présence du LSAP au gouvernement n'est-elle pas un frein à la politique néolibérale?

Si nous avions mené cet entretien il y a 10 ou 15 ans, on aurait pu affirmer que les socialistes au gouvernement modèrent les contre-réformes et encouragent les réformes. Mais depuis que tous les partis socialistes d'Europe se sont engagés dans le libéralisme, on ne peut plus faire cette analyse. Actuellement, il est tout à fait plausible qu'un ministre de l'économie socialiste ait des tendances plus néolibérales qu'un ministre de la famille chrétien-social. La proposition d'épargne budgétaire supplémentaire de 150 millions d'euros de Michel Wolter était également une forme de harcèlement des ministres socialistes. En fait, leur utilité consiste principalement à faire passer des contre-réformes qu'il aurait été impossible de faire

passer avec le DP au gouvernement, le LSAP dans l'opposition et donc les syndicats dans une autre position.

Les socialistes ne compromettraient-ils pas un suicide politique en appuyant une telle politique?

Tant qu'aucune grande opposition organisée et structurée n'arrive à voir le jour et propose des alternatives globales, il se peut bien que le LSAP perde en effet les prochaines élections sans pour autant que ses résultats ne soient catastrophiques. Par contre, si cette opposition systémique peut émerger, alors les chances sont grandes que la social-démocratie s'écroule. Cette tendance était récemment à l'ordre du jour en Allemagne, où des milliers de membres ont quitté le SPD. C'était un début de déclin. Le SPD a beau avoir 100 ans, rien ne dit qu'il doive survivre un siècle de plus ... Mais le chancelier Schröder a réussi à renverser partiellement la tendance en provoquant des élections anticipées et en recentrant la base autour du drapeau du SPD.

Revenons au Luxembourg. Les syndicats et les organisations de gauche comme déi Lénk évoquent constamment le démantèlement social. D'un autre côté, il n'y a quasiment pas de mobilisation populaire, comme c'est souvent le cas en France, par exemple. N'y a-t-il pas un fossé entre l'analyse des organisations et la perception de la population?

Le Luxembourg n'a pas la réputation d'être un pays d'une grande spontanéité politique. J'ai tout de même l'impression que les syndicats commencent à informer sérieusement sur ce qui est en train de se passer. Un processus de prise de conscience est enclenché et il peut aboutir à une repolitisation des militants syndicaux, ce qui peut se répercuter sur l'ensemble de la société. Le tournant libéral du gouvernement depuis les élections communales et sa mise en question côté syndical peuvent engendrer une remobilisation du salariat. C'est en tout cas l'objectif à atteindre.

Entretien: David Wagner

Frank Jost, dit Tun

Originaire de Diekirch, cet Eschois d'adoption est chef de service adjoint du "Biergeramt" de la ville d'Esch-sur-Alzette. Militant politique de longue date, il est membre de déi Lénk depuis sa création et siège au sein du bureau de coordination du mouvement. Sous la coalition rose-rouge-verte, il a présidé la commission des affaires sociales. En bon marxiste, il s'intéresse aux origines de l'humanité et est un passionné d'assyriologie.